
[Conférence de presse le 15 mars : Non aux Solutions fondées sur la nature !](#)

Communiqué de presse

Alianza Biodiversidad - Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) - Asian Peoples Movement on Debt and Development - ETC group - Focus on the Global South - Global Grassroots Justice Alliance (GGJ) - GRAIN - Amis de la Terre International (FoEI) - Indigenous Climate Action (ICA) - Indigenous Environmental Network (IEN) - Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

Conférence de presse le 15 mars : Non aux Solutions fondées sur la nature !

À l'approche d'un événement crucial de l'ONU pour la biodiversité, les « solutions fondées sur la nature » sont une nouvelle fois présentées à tort comme la solution

*Alors que les grandes entreprises et les gouvernements font la promotion des « solutions fondées sur la nature » pour lutter contre les crises du climat et de la biodiversité, **plus de 360 organisations lancent une déclaration** qui dénonce ces solutions et les qualifient de "spoliations fondées sur la nature" qui entraîneront une nouvelle série d'accaparements de terres à grande échelle et favoriseront des pratiques néfastes telles que les plantations d'arbres en monoculture et l'agriculture industrielle.*

Lors de la conférence de presse du 15 mars, des intervenants du Gabon, du Brésil, de l'Inde et des États-Unis exposeront des expériences de communautés avec la REDD, le précurseur des « solutions fondées sur la nature », dans l'Etat d'Acre, le laboratoire brésilien de l'économie verte. Ils expliqueront également pourquoi les communautés gabonaises disent non au gigantesque accaparement des terres de Grande Mayumba sous couvert des "solutions fondées sur la nature" et décriront comment le programme Boomitra d'agriculture carbone est promu en Inde.

Conférence de presse Asie / Europe : 15 mars (mardi) : 16 h 00 Jakarta/Bangkok / 14 h 30 - Delhi / 10 h 00 - CET / 9 h 00 GMT. **Conférence de presse Amériques** : 15 mars (mardi) 13 h 00 EST / 11 h 00 Mexico / 10 h 00 Pacifique / 14 h 00 Montevideo.

Montevideo, 14 mars 2022

Du 14 au 29 mars, la Convention des Nations Unies sur la biodiversité (CBD) reprendra les pourparlers à Genève sur un cadre mondial pour la biodiversité visant à enrayer la perte de biodiversité. Le concept des « solutions fondées sur la nature » devrait être une question controversée lors des discussions, certains gouvernements faisant pression en ce sens, tandis que de nombreux gouvernements du Sud s'inquiètent du fait qu'elles pourraient se traduire par une multiplication des échappatoires liées aux compensations carbone. Un rapport du GIEC qui doit être publié ce mois risque d'accorder une crédibilité injustifiée à ce concept de « solutions fondées sur la

nature », [à l'instar des négociations de la COP26 de l'ONU sur le climat à Glasgow l'année dernière.](#)

[Dans une déclaration publiée aujourd'hui](#), 364 organisations, réseaux et mouvements et 128 personnalités de 69 pays dénoncent ces "spoliations fondées sur la nature" et mettent en garde contre des pratiques néfastes telles que l'expansion des plantations d'arbres en monoculture et de l'agriculture industrielle qui se cachent derrière la promotion et le greenwashing autour des « solutions fondées sur la nature ». Ils appellent à rejeter les « solutions fondées sur la nature » car ces programmes de compensation carbone déguisés ne sont pas conçus pour ralentir le dérèglement climatique. Au contraire, les « solutions fondées sur la nature » sont un moyen pour les grandes entreprises de poursuivre, voire d'augmenter, leurs émissions de gaz à effet de serre.

Des intervenants du Gabon, du Brésil, de l'Inde et des États-Unis exposeront des expériences de communautés avec REDD, le précurseur des « solutions fondées sur la nature », dans l'État d'Acre, le laboratoire brésilien de l'économie verte. Ils expliqueront également pourquoi les communautés gabonaises disent non au gigantesque accaparement des terres de Grande Mayumba, au Gabon, sous couvert des « solutions fondées sur la nature » et ils décriront comment le programme Boomitra d'agriculture carbone est promu en Inde.

Les « solutions fondées sur la nature » entretiennent l'illusion que les plants et les sols peuvent réparer les dommages climatiques causés par les émissions de carbone provenant de l'utilisation des combustibles fossiles. Il s'agit d'une dangereuse tromperie qui sert de vitrine aux promesses « zéro net » des gouvernements et des sociétés. Au lieu de s'entendre sur les réductions d'émissions drastiques nécessaires pour éviter le chaos climatique, ils multiplient les déclarations fallacieuses et inexactes selon lesquelles la « nature » éliminera suffisamment de carbone excédentaire de l'atmosphère pour éviter la catastrophe.

- La société énergétique italienne Eni affirme qu'en 2050, elle utilisera encore des combustibles fossiles pour produire 90 % de son énergie. Pour compenser ces émissions, elle aura besoin de la totalité du potentiel d'absorption du carbone de l'ensemble des forêts italiennes. Cela représente 8 millions d'hectares pour tenir l'engagement « zéro net » d'Eni.

- Les objectifs « zéro net » de seulement quatre des grandes sociétés pétrolières et gazières (Shell, BP, Total et Eni) pourraient à eux seuls nécessiter une superficie deux fois supérieure à celle du Royaume-Uni.

- Le plan « zéro net » de la plus grande entreprise alimentaire du monde, Nestlé, pourrait nécessiter 4,4 millions d'hectares de terres par an pour ses compensations.

Et ce ne sont là que trois des nombreuses promesses « zéro net » des entreprises qui causeront un préjudice indescriptible aux peuples et aux territoires des pays du Sud. En réalité, la demande des entreprises en faveur des « solutions fondées sur la nature » conduira à la mise en clôture à très grande échelle des espaces de vie des peuples autochtones, des paysans et des communautés forestières.

Pour éviter un chaos climatique catastrophique et la perte de la biodiversité, il faut mettre un terme à la destruction des réserves souterraines de carbone fossile, et soutenir et protéger les communautés de première ligne. Les « solutions fondées sur la nature » doivent être stoppées net. Ce sont des diversions dangereuses qui nous détournent de l'arrêt de l'utilisation des combustibles fossiles et qui entraîneront des accaparements massifs de terres visant à déposséder de leurs terres les peuples autochtones et les communautés rurales des pays du Sud.

Non à la dangereuse tromperie des « solutions fondées sur la nature » !

Citations :

Tom BK Goldtooth, Indigenous Environmental Network : « Les solutions fondées sur la nature sont dangereuses pour les peuples autochtones. Sous le couvert d'objectifs d'émissions « zéro net », les entreprises du secteur privé, l'ONU et les gouvernements utilisent ces solutions pour promouvoir un accroissement des compensations basées sur les terres dans le cadre d'un marché mondial de carbone. Les « solutions fondées sur la nature » sont soutenues par les grandes sociétés agrico-industrielles, pétrolières et pharmaceutiques. Nous assistons à une énorme campagne en faveur de politiques qui prétendent faussement sauver notre Terre Mère – la planète. En réalité, ces politiques se traduiront par davantage d'accaparement des terres et des territoires des peuples autochtones. »

Silvia Ribeiro, directrice Amérique latine pour le Groupe ETC : « Le terme générique de « solutions fondées sur la nature » (SFN) est un outil efficace de greenwashing et d'expansion d'opportunités lucratives – de sorte que le nombre d'« engagements en faveur des SFN » des entreprises a explosé. Mais il n'y a tout simplement pas assez de nature pour tout le monde, alors les entreprises poussent également en faveur de moyens technologiques visant à « améliorer » la nature, comme les énormes projets de bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS) et d'autres technologies de géo-ingénierie. »

Shalmali Guttal, Focus on the Global South : « Les « solutions fondées sur la nature » ne sont des solutions que pour les grandes entreprises qui cherchent constamment de nouveaux moyens de faire des profits, sans tenir compte de leurs impacts sur les populations et la planète. Ce sont des tromperies dangereuses qui vont conduire à des spoliations à grande échelle des populations rurales et multiplier les conflits fonciers et territoriaux entre les communautés rurales et les États. Le « zéro net » est un calcul cynique des entreprises visant à produire de fausses données et à tromper le monde en lui faisant croire que les activités destructrices des entreprises peuvent être compensées d'une manière ou d'une autre. Nous devons unir nos forces partout dans le monde pour démanteler le pouvoir des grandes entreprises et mettre un terme à leurs tentatives constantes d'extraire de la valeur à partir de la nature et des êtres humains. »

Kirtana Chandrasekaran, Amis de la Terre International : « Lors des réunions cruciales de la Convention sur la diversité biologique cette semaine, « solutions fondées sur la nature » sont présentées comme une nécessité pour la biodiversité, mais en réalité, les SFN ne font qu'utiliser la nature pour compenser les émissions de carbone sans cesse croissantes, au détriment des droits des peuples autochtones et des communautés locales, qui sont les véritables gardiens de la biodiversité. La commercialisation de la biodiversité et de la compensation n'apporte aucune réponse aux crises du climat ou de la biodiversité. Les entreprises et les gouvernements doivent réduire les émissions de carbone à la source, plutôt que d'utiliser les SFN pour faire du greenwashing. »

Henk Hobbelink, GRAIN : « Si nous laissons les grandes sociétés pétrolières, agro-industrielles et autres multinationales géantes compenser leurs émissions avec ce qu'elles appellent des « solutions fondées sur la nature », nous leur permettrons non seulement de continuer à polluer l'atmosphère, mais aussi de créer un nouvel accaparement géant de terres agricoles au détriment des petits agriculteurs et de la production alimentaire mondiale. Nous devons plutôt promouvoir la souveraineté alimentaire, qui est le meilleur moyen de maintenir les agriculteurs sur leurs terres tout en luttant contre la crise climatique. »

Soumya Dutta, India Climate Justice / South Asian People's Action on Climate Crisis / Les

Amis de la Terre Inde : « Les projets d'absorption du carbone dans les sols agricoles, tels que le projet contrôlé par la société Boomitra en Inde, sont de fausses solutions à la crise du changement climatique. Ils permettent aux entreprises et aux pays pollueurs de continuer à produire des émissions de gaz à effet de serre élevées en échange de l'argent du marché du carbone. Ils mettent les données de millions de petits agriculteurs entre les mains des grandes entreprises, par le biais de leur micro surveillance, exposant ainsi les petits agriculteurs à un contrôle accru de la part des grandes sociétés agroalimentaires. Cela aura de graves conséquences négatives pour la souveraineté alimentaire. »

Jutta Kill, Mouvement mondial pour les forêts tropicales : « Le beau discours des « solutions fondées sur la nature » est trompeur. Les « solutions fondées sur la nature » sont la nouvelle appellation élargie de la REDD. Depuis 15 ans maintenant, REDD a détourné l'attention de l'arrêt de la déforestation à grande échelle et a servi de couverture aux sociétés de combustibles fossiles pour continuer à détruire les gisements de carbone souterrains. Les « solutions fondées sur la nature » entraîneront les mêmes conflits, les mêmes accaparements de terres que la REDD au cours des 15 dernières années et, loin de ralentir le dérèglement climatique et la déforestation, elles les favoriseront. »

Notes aux rédacteurs :

1) Précisions sur la conférence de presse. Pour assister à la conférence de presse, veuillez vous inscrire ici :

Conférence de presse Asie / Europe : 15 mars (mardi) : 16 h 00 Jakarta/Bangkok / 14 h 30 - Delhi / 10 h 00 - CET / 9 h 00 GMT.

<https://us06web.zoom.us/meeting/register/tZEgcuusqDggHtxFstJmQqz52wbYe4PkyyBg>

Conférence de presse Amériques : 15 mars (mardi) 13 h 00 EST / 11 h 00 Mexico / 10 h 00 Pacifique / 14 h 00 Montevideo.

<https://us06web.zoom.us/meeting/register/tZcoce-qrzsiHt1GISykyLKtc4Yc2Fvf7KOT>

Pour obtenir des informations avant le 14 mars sur les intervenants qui seront présents à la conférence de presse du 15 mars, veuillez contacter les contacts presse mentionnés ci-dessous.

2) La déclaration complète est disponible en anglais, espagnol, français, portugais et bahasa indonésien :

- [Déclaration en français](#)
- [Statement in English](#)
- [Declaración en español](#)
- [Declaração em português](#)
- [Pernyataan dalam bahasa Indonesia](#)

3) [Engagement de compensation d'ENI](#)

4) [Engagement de compensation de Nestlé](#)

5) [Référence pour les engagements de Shell, BP, Eni, Total](#)

6) Liens vers vidéo et photos :

Vidéo : [Les communautés du Gabon demandent la suspension du projet Grande Mayumba NbS](#)

Photos:

- Les communautés du Gabon demandent la suspension du projet Grande Mayumba NbS - PH Muyissi Environnement. [Photo 1](#) - [Photo 2](#).
- Brésil : [Manifestation contre REDD à Xapuri, Acre. Décembre 2018.](#)

Contacts presse :

Pour interroger des porte-parole, veuillez contacter : Jutta Kill - jutta@wrm.org.uy